

[Texte]

trouble with consumer demand and with the impression that we do not have a good quality of product. I do not think another 30,000 tonnes of redfish is going magically to turn the industry around, or the companies that are asking for it.

Mr. Breau: Thank you very much. I agree with you.

Mr. Baker: Madam Chairman, on a point of order, Mr. Purdy answered Mr. Breau's question, but obviously Mr. Breau did not like the answer.

The Chairman: Thank you.

Mr. Henderson.

Mr. Breau: I liked the answer.

Mr. Henderson: As other members have mentioned, you always present a very good submission, but I am wondering if nothing is done at all—and I assume you are saying we probably should not get involved at all with this bill, or not involved in Nova Scotia, at least—what happens if we let those companies—and I tend to be one of the kind who think we probably should let them go by the wayside . . . what happens, though, to small companies now? I have one in my riding, in Summerside, which is a subsidiary of National Sea, which is one of the companies we are talking about restructuring here. What happens to those companies if there is not some sort of aid? You are telling me—and that has been very confusing, because I understand the Premier of Newfoundland tried for a long while to get private investment in the industry before he would get involved in this sort of deal, but I understand from Mr. Crouse that money is available.

• 2210

An hon. Member: Who are they?

Mr. Henderson: I do not know who they are. I think you mentioned yourself that there may be money available. But what happens if there is no money available and these companies, like National Sea and Nickerson, go bankrupt? If the bank forecloses on them and leaves large amounts of inventory, which they obviously have, I am sure government could control that, keep it from being dumped on the market. However, what happens next spring to those fishermen who are selling to those companies? I have a lot of small companies, Mr. Billard, as you know, in my riding and they seem to have difficulty in the marketplace with lobsters right now. A lot of the lobsters, they tell me, are marketed through National Sea. I think something like 80%, probably, eventually go through one or the other company. I am a little concerned about the markets and I am more concerned about the fishermen than anything. I am concerned about what will happen to them and what I am going to tell them next spring if there is no market for their fish because we have done nothing. If you have an alternative to nothing . . . We have to think of the fishermen in this.

Mr. Purdy: Mr. Henderson, Madam Chairman, we are always thinking of fishermen . . . otherwise we would not be

[Traduction]

mise en marché laisse à désirer. La demande des consommateurs est insuffisante et nous avons des difficultés à dissiper l'impression que notre produit n'est pas de bonne qualité. Augmenter les volumes de sébaste de 30,000 tonnes n'est pas la solution magique qui permettrait de renverser la situation pour l'industrie ou pour les sociétés qui en font la demande.

M. Breau: Merci beaucoup. Je suis d'accord avec vous.

M. Baker: Madame le président, j'invoque le Règlement. M. Purdy a répondu à la question de M. Breau mais de toute évidence, M. Breau n'était pas d'accord avec sa réponse.

Le président: Merci.

Monsieur Henderson.

M. Breau: J'ai aimé sa réponse.

M. Henderson: D'autres membres du Comité l'ont déjà dit: Vous présentez toujours un bon mémoire; mais qu'arrivera-t-il si on ne fait rien du tout? Si j'ai bien compris, vous n'êtes pas d'accord avec ce projet de loi et nous ne devrions pas nous intéresser à la situation de la Nouvelle-Écosse; je suis de ceux qui estiment qu'il faudrait probablement les laisser se débattre toutes seules, mais qu'arrivera-t-il aux petites sociétés? Il en existe une, «Pacherell's», à Summerside, dans ma circonscription; cette société est une filiale de la «National Sea» qui serait visée par la restructuration dont nous discutons. Qu'arrivera-t-il à ces sociétés si nous ne les aidons pas? La situation est très confuse; si j'ai bien compris, le premier ministre de Terre-Neuve a tenté pendant longtemps d'attirer le capital privé dans l'industrie avant de conclure ce genre d'entente; et pourtant, M. Crouse prétend que le capital est disponible.

Une voix: Qui sont ces investisseurs?

M. Henderson: Je ne sais pas. Vous avez vous-même dit que du capital serait disponible. Mais qu'arrivera-t-il s'il n'y a pas de capital disponible et si des sociétés comme la «National Sea» et la «Nickerson» font faillite? Une banque pourrait saisir le bien hypothéqué sans toucher les stocks considérables dont ces sociétés disposent de toute évidence; le gouvernement pourrait contrôler cela et empêcher les stocks d'être mis sur le marché. Toutefois, qu'arrivera-t-il au printemps prochain aux pêcheurs qui vendent leurs produits à ces sociétés? Monsieur Billard, vous savez que dans ma circonscription, on compte un grand nombre de petites sociétés qui pêchent le homard et qui éprouvent des difficultés sur le marché à l'heure actuelle. Ces pêcheurs me disent que bon nombre des homards sont mis sur le marché par l'intermédiaire de la «National Sea». D'une façon ou d'une autre, environ 80 p. 100 des prises passent par l'intermédiaire de l'une ou l'autre des sociétés. Je me préoccupe des marchés, mais je me préoccupe davantage de la situation des pêcheurs. Que leur arrivera-t-il? Que leur dirai-je au printemps prochain si leur poisson ne trouve pas de débouché en raison de notre inactivité. Il nous faut des débouchés . . . Il faut songer au sort des pêcheurs.

M. Purdy: Monsieur Henderson, madame le président, nous nous préoccupons toujours du sort des pêcheurs, sinon, nous ne